



Colmar le 9 novembre 2020

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons ouvrir ce Comité Technique Local sans évoquer la situation sanitaire, laquelle se dégrade et amène certaines régions à passer en zone alerte maximale et la mise en application de nouvelles mesures restrictives. Même si nous savons que ce sujet fait l'objet d'audioconférence spécifique, il nous apparaît opportun de faire un point sur la situation sanitaire à la DDFIP 68 dans cette instance. Le bon sens doit être à nouveau au cœur des prises de décisions nationales et locales pour protéger les agentes et les agents ainsi que le public...

Cette crise nous a conduit le pays à un nouveau confinement mais les administrations restent ouvertes et continuent de travailler normalement. À la DGFIP, le monde d'après ressemble fâcheusement au monde d'avant... Circulez ! Y'a rien à voir ! On arrête les conneries, on se remet tous au boulot ! C'est quand même pas un petit virus qui va arrêter l'obsession des pouvoirs successifs à affaiblir et déstructurer la DGFIP « coûte que coûte » ! Au contraire, profitons de ce prétexte, dont la potentialité mortelle a l'avantage d'angoisser la population et donc les agents, pour imposer le télétravail et les réformes en plus de l'exercice des missions habituelles dans des conditions dégradées !

Naturellement, pour le département, rien de nouveau ! La centrale a donné son feu vert alors on peut poursuivre ! Pour preuve le maintien et le repli rapide d'un CTL fleuve sur le NRP, faudrait quand même pas prendre le risque que ce satané COVID se répande plus gravement et qu'on nous oppose à nouveau un confinement plus strict pour suspendre cette réforme génialissime !

Solidaires Finances Publiques réaffirme que ce NRP n'est pas simplement une nouvelle organisation de service mais malheureusement un véritable projet mortifère confirmant la rupture du lien pourtant indissociable entre le service public et son territoire. Que ce soit habilement dissimulé ou naïvement ignoré, il faudra assumer que la centralisation des services dans les grandes villes du département implique indubitablement de créer un service public qui privilégiera les urbains aux ruraux. Ce n'est et ne sera jamais notre vision du service public !

Nous serons toujours au côté d'une vision juste et sociale de la société et nous nous opposerons par nos revendications et nos actions, à celles et ceux qui privilégient l'opportunisme technocratique à l'intérêt supérieur de la nation et de la DGFIP.

C'est pourquoi, nous réaffirons que nous dénonçons la démagogie qui a présidé à cette nouvelle restructuration et qui va conduire, une fois de plus, à accentuer l'éloignement du service public de l'utilisateur, à l'atomisation des missions au détriment de la qualité du service public et des conditions de travail des agents.